

Matières premières

Après une accalmie, la baisse des prix du pétrole va se poursuivre Page 19



Assurance

Les boîtes noires pour autos vont se généraliser, selon le patron de La Mobilière Page 17

SMI	8608,24	+1,58%
Euro Stoxx 50	3415,53	+0,04%

	Dollar/franc	0,9246
	Euro/franc	1,0551
	Baril Brent/dollar	55,89
	Once d'or/dollar	1268

Huit start-up pour une opération séduction à Genève

Concours

La Venture Night, organisée dans le cadre de Lift, se tient ce soir à Genève

L'arme de ces jeunes pousses? Des «apps» ou des logiciels qui allient technique et créativité

Ghislaine Bloch et Marie-Laure Chapatte

Fondée par Emilie Tappolet, Sylvain Joly et Maria Beltrán, la société Apelab, issue de la Haute Ecole d'art et de design de Genève, a conçu une série d'animations sur 360 degrés pour appareils mobiles et casques de réalité virtuelle. Selon l'angle choisi, l'histoire peut évoluer différemment à chaque visionnage. «C'est une nouvelle façon de raconter une histoire», explique Emilie Tappolet, qui dirige la start-up. Le premier projet, Se-



Lors de l'édition 2014, la société valaisanne KeyLemon avait été sélectionnée parmi les finalistes et avait affronté le nombreux public présent à cet événement. Le concours a été remporté par la société alémanique Qipp. ARCHIVES

quencé, sortira à la fin de l'année sur l'App Store, Google Play et Oculus Share. «Notre but est de décliner notre technologie sur d'autres supports et de vendre des licences sur la technologie», précise Emilie Tappolet.

BestMile

Un projet de transports publics sans conducteur va démarer mi-février sur le campus de l'EPFL. C'est la start-up lausannoise BestMile qui contrôlera la circulation de ces minibus grâce à ses logiciels et à sa plateforme web. À moyen terme, ses principaux marchés seront les sites privés (hôtels, golfs, campus, aéroports, etc.). Cofondée par Raphaël

Gündrat et Anne Kovmans, la start-up souhaite à terme proposer ses logiciels pour le contrôle des transports publics autonomes: «Il suffira d'appeler un minibus, via son smartphone, pour se faire conduire à son domicile. Ce qui devrait être fort utile dans les zones périurbaines.»

Biowatches

Spin-off de l'Idiap à Martigny, la société Biowatch veut remplacer codes, mots de passe, badges ou empreintes digitales par une montre biométrique. Au moyen d'un capteur et d'une caméra infrarouge, elle lit le motif unique des veines du poignet de son utilisateur pour l'authentifier et accéder,

grâce à un module de communication de type Bluetooth, aux données. Biowatch souhaite vendre sa technologie à des horloges. «Nous avons déjà noué des contacts, précise Matthias Vanoni, qui a développé un démonstrateur. D'ici à six mois, notre premier prototype sera terminé.» Les ventes pourraient démarrer d'ici à 18 mois.

ES Concept

La société valaisanne ES Concept développe des logiciels permettant de personnaliser les publicités diffusées sur les panneaux qui entourent les terrains de football. «La publicité est adaptée en fonction du pays de résidence des téléspecta-

teurs», explique Jean-Luc Affaticati, cofondateur de l'entreprise située à Martigny. Le produit sera terminé cet été. «Nous prévoyons de vendre notre service aux agences de marketing sportif», note le directeur de la société, qui vise également le rugby, le basket ainsi que le tennis.

EyeFitU

«Je suis du shopping, surtout sur la Toile, c'est tomber dans la jungle des tailles. Chaque marque, chaque pays a ses propres mesures. Pour y remédier, Isabelle Ohnemus a créé l'application EyeFitU. Avec sa société zurchoise, elle a intégré un vaste base de données dans les algorithmes pour recommander une taille à ses utilisateurs. «Avec notre outil, tout est très rapide et l'étape suivante, prévue pour 2015, est d'intégrer les achats avec les magasins en ligne», explique la dirigeante. EyeFitU apporte aux concurrents, la start-up propose notamment un profil multiple et la sécurité que les données restent personnelles.»

GovFaces

«Je suis un jeune genevois GovFaces, qui ambitionne d'être le LinkedIn des politiciens, s'attaque aujourd'hui à la Grande-Bretagne, après avoir fait ses armes à Bruxelles. La plateforme, emmenée par Jon Mark Walls et Alexis Bourgeois, à Genève, s'appuie sur d'autres réseaux, comme les fils Twitter, mais également sur un enrichissement de contenus propres, comme les vidéos. Elle ouvrira un deuxième marché, les Etats-Unis, cette année encore. Quand à la monétisation, elle interviendra plus tard. GovFaces pourrait éventuellement explorer la levée d'argent à des fins politiques, à l'image de ce que fait ActBlue aux Etats-Unis.»

Plair

Le détecteur développé par Plair permet d'analyser les particules fines dans les airs. Pour les pollens, l'avantage de la société genevoise, par rapport aux outils classiques, réside dans le temps réel. «Notre système a été installé à Payerne par MétéoSuisse et les résultats seront comparés au système classique à la fin de l'été», précise Svetlana Afonina, cofondatrice de la société. Pour les polluants, le détecteur de la start-up de Plan-les-Ouates permet non seulement de connaître leur densité, mais également leur origine. Après la validation ultime de sa technologie en temps réel, Plair promet déjà, à l'avenir, des détecteurs beaucoup plus petits.

Prodbi

Enlever la frustration du photographe, qui se base des clichés publiés, mais dont le Web ne rend pas la qualité. Voilà l'ambition de la société genevoise Prodbi, qui permet l'affichage d'images dans leur résolution d'origine. «Nous avons développé l'algorithme dans notre garage, mais depuis, nous nous sommes portés, basé dans le cloud, est ouvert aux artistes», confie Olivier Hamel, qui a fondé la société avec son frère Frédéric. Près de 17 000 photos ont déjà été téléchargées sur le site de la start-up. Prochaine étape: développer le service Prodbi image, par exemple pour les compagnies actives dans le luxe, afin d'intégrer cette technologie sur leur propre site.

*Inscriptions via www.alpict.ch

► Lift 2015, un sursurfer de la technologie au livre papier est inédit: page 23

L'accès au marché devrait être négocié pays par pays

Banque Un accord avec l'UE est jugé risqué

Alors que la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations se précise au fil des mois, peu de progrès ont été réalisés au sujet de la question de l'accès aux marchés étrangers, en particulier dans l'UE. C'est un des points qui ont été débattus lors d'une table ronde organisée mercredi lors du congrès Finanz'15 à Zurich.

Pour Jacques de Watteville, secrétaire d'Etat aux Questions financières internationales, la Suisse peut envisager trois options. Premièrement, négocier des accords séparés avec différents pays. Deuxièmement, miser sur l'équivalence de son cadre juridique avec l'UE. Troisièmement, négocier un accord global avec l'UE sur les services financiers – un projet qu'il qualifie lui-même d'ambitieux et compliqués.

Pierin Vincenz, le directeur de Raiffeisen, s'est montré sceptique quant à la dernière option. D'autres problèmes institutionnels plus im-

portants doivent d'abord être réglés avec l'UE. Il se méfie aussi de l'idée de reprendre le cadre juridique de l'UE. «Il suffit de voir certains aspects catastrophiques du projet Fidleg pour se rendre compte des risques d'exès de régulations», juge-t-il. La négociation d'accords pays par pays, y compris avec des Etats hors de l'UE, lui paraît le plus sensé.

La Suisse a des atouts

Tous s'accordent sur le fait que la sécurité, la qualité des infrastructures et des services restent des atouts clés pour la Suisse. La récente décision de la BNS a-t-elle nui à l'image de fiabilité du pays? Tobias Straumann, historien à l'Université de Zurich, ne le croit pas. La Fed a aussi souvent agi de manière imprévisible ou contradictoire. Pour Pierin Vincenz, un groupe qui a tout de pouvoir que la direction de la BNS devrait être composée «de davantage de praticiens» à même d'évaluer les conséquences de ses décisions.

Y a-t-il encore une place financière helvétique au sommet dans dix ans? Tobias Straumann s'est voulu rassurant: il est rare dans l'histoire qu'une place financière disparaisse en une décennie, sauf en cas de guerre. De plus, la Fed a montré qu'elle n'est pas si puissante que la Suisse peut être concurrentielle. Yves Hulimann ZÜRICH

La Banque Cantonale de Genève n'est pas la seule à être exposée aux cyberattaques

Internet Un mois après le vol de données, un pirate bienveillant a noté les sites bancaires

La Banque Cantonale de Genève (BCGE) a-t-elle joué de malchance? Une autre banque aurait-elle aussi pu faire l'objet d'une cyberattaque?

Début janvier, la BCGE s'est fait dérober des données de clients par le groupe de pirates informatiques Rex Mundi. Ceux-ci ont tenté de faire chanter la banque, menaçant de publier les dizaines de milliers de-mails et de coordonnées, bancaires ou non, qu'ils avaient en leur possession. Après une petite semaine, et un refus catégorique de l'établissement, Rex Mundi a fini par publier ces données.

Pendant ces quelques jours de menaces, exposés sur le compte Twitter de Rex Mundi, les pirates s'étaient en tout cas moqués de «la Suisse, son chocolat, ses montagnes et ses sites bancaires SQL injectables». En d'autres mots, de la facilité avec laquelle ils étaient parvenus à voler des données sur le site de la banque.

Dans nos colonnes, en janvier, l'avocat Sébastien Fantin pointait lui aussi la faiblesse des protections mises en place par le secteur bancaire en général. Il regrette qu'il ait fallu «attendre l'affaire Falciani pour que les banques se mettent à investir massivement

dans la sécurité informatique. Elles font aujourd'hui ce qu'elles auraient dû faire hier.»

Et certaines d'entre elles semblent même vouloir attendre demain. Cédric Jeanneret, membre du Parti pirate vaudois, a publié mercredi les résultats d'un audit qu'il a mené sur les sites de 186 banques suisses. Il a également évalué la sécurité des plateformes de e-banking. «Je n'ai effectué aucun test invasif, il ne s'agit aucunement de hacking, rassure-t-il dans un communiqué diffusé par la Fédération romande des consommateurs (FRC).

200 millions de francs de dommages

Un rapport de KPMG Suisse recense sept cas de cybercriminalité en 2014

La BCGE n'est pas la seule à avoir été la victime de cybercriminels. En Suisse, sept cas ont été recensés par KPMG en 2014. Le dommage total s'élève à 200,5 millions de francs, selon un rapport publié mercredi par le cabinet d'audit et de conseil.

Un seul autre cas dans le domaine bancaire est signalé: «Quatre

Au sortir de cet exercice, la BCGE s'en sort avec un 7/10 pour son site, et un 9/10 pour son e-banking. On ne sait pas si ce test a été effectué avant ou après que la banque a renforcé ses protections.

La BCV sous la moyenne

En revanche, son homologue vaudoise est notée deux fois 5/10. Soit deux fois sous les moyennes de 5,31 et 7,70. Les Banques Cantonales du Jura de Neuchâtel et de Fribourg, du Valais ou encore de Bâle-Ville, de même que les deux plus grandes banques du pays, rejoignent, elles, de bien meilleures

évaluations, toutes comprises entre 8 et 9 sur 10.

La BCGE l'avait affirmé dès le début de l'affaire: les données dérobées n'étaient pas critiques. C'est-à-dire qu'aucun dommage financier n'était à prévoir. Contactée mercredi, elle confirme ne déplorer aucune perte liée à cette affaire. «Les risques concernent la vie privée, pas le spionnage de comptes», confirme aujourd'hui Cédric Jeanneret, ajoutant qu'il s'agit avant tout d'une question de principe et d'images pour les banques. Servan Peca

En vue

BCGE 13	La Mobilière 17
BestMile 13	Saint-Gobain 17
Biowatch 13	Sika 17
ES Concept 13	Syngenta 15
ESY 14	TVP Solar 15